

Sauvetage de l'usine de Blanquefort : Bruno Le Maire met la pression sur Ford

[A LA UNESUD OUEST ÉCO](#)

Publié le 21/09/2018 à 12h14 par **Pascal Rabiller**.



A 8h30, ce matin, le Ministre Bruno Le Maire faisait un point avec les élus et les représentants des syndicats de salariés, dont Philippe Poutou (CGT)

LAURENT THEILLET

Le Ministre de l'économie attend de Ford qu'il facilite la reprise de l'usine de Blanquefort et d'une partie de ses salariés. Il se donne jusqu'à la fin octobre pour finaliser le dossier

"Je tiendrai mes engagements", c'est avec ces mots, et juste avant que les portes de la salle de réunion de la Préfecture de la Gironde ne se ferment aux journalistes, que le ministre de l'économie Bruno Le Maire a entamé en début de matinée, ce vendredi, ses échanges avec les représentants des syndicats de salariés de Ford Blanquefort, et les élus locaux.

Une reprise finalisée avant novembre ?

Ses engagements Bruno Le Maire les a détaillés moins de 30 minutes plus tard.

"Nous avons de bons espoirs d'aboutir sur le dossier de la **reprise du site par le**

groupe belge Punch d'ici la fin du mois d'octobre. Le repreneur est crédible, solide mais il lui faut une visibilité sur le plan de charge de l'usine au moment de sa reprise. Je vais appeler le président de Ford dans les jours qui viennent."

Le Ministre de l'économie entend clairement mettre la pression sur le constructeur automobile américain. "Ford veut partir, c'est clair, il faut accepter cela, on ne peut, ni ne doit pas retenir une entreprise privée, mais il ne peut pas partir comme cela après des décennies de présence. **Ford doit faciliter la reprise et la transition**".
La rédaction vous conseille

- Usine Ford Blanquefort : pourquoi l'espoir renaît

En clair : Bruno Le Maire attend encore de Ford qu'il s'engage sur des volumes de **carters et boîtes de vitesses** qu'il commandera en 2019, 2020 et 2012 au repreneur et à son site industriel.

"Je crois à l'avenir du site de Blanquefort, je crois à la réussite de la reprise. Nous sommes prêts, État et collectivités, d'ailleurs Alain Juppé vient de me l'assurer, je sais qu'Alain Rousset le fera aussi, à participer au financement de l'accompagnement social de la reprise"

" On le sait, poursuit le ministre, ce sauvetage ne concernera pas tous les salariés actuels (NDLR. 874), il y a aura du chômage technique, du plan de départ volontaire... mais aujourd'hui nous devons nous assurer de l'engagement financier et économique de Ford sur cet accompagnement social."

"Encore des obstacles financiers"

Pour le moment, selon Bruno Le Maire, "il existe des ouvertures possibles vers l'Asie pour la destination des productions du site de Blanquefort, mais avant toute chose, il faut lever les obstacles financiers qui empêchent la finalisation de la reprise".

Le temps presse, **puisque le PSE (Plan de sauvegarde de l'emploi) mis en place par Ford arrive à son terme fin décembre.** Au-delà, il n'y aurait plus rien à reprendre. "Les salariés de Ford Blanquefort devront être fixés sur leur sort au plus tard fin octobre. Nous avons un mois pour réussir à convaincre Ford de prendre ses responsabilités."

Philippe Poutou, délégué CGT, avouait qu'au sortir de la réunion, "il faut digérer les déclarations, apprendre aussi à décrypter le langage employé, mais la présence du Ministre ce matin, le volontarisme affiché, sont peut-être le signe que nous n'avons peut-être pas toutes les informations sur le dialogue entre l'État et Ford. La pression que l'État met sur Ford n'est que le résultat de la pression que nous, salariés, avons mis sur l'État. "

"Nous voulons sauver le site et un maximum d'emplois sachant que 300 à 400 de nos collègues peuvent être concernés par un départ en préretraite. La pression paye, puisque pour la première fois sur ce dossier, il y a deux jours Ford a évoqué la possibilité de reprise du site dans un communiqué..."

En attendant, et c'est tout sauf un hasard, la fin du mois d'octobre, qui s'annonce cruciale sur ce dossier, va servir de cadre à une démonstration de force de la Fédération CGT de la métallurgie française. Le 25 octobre, le bras de fer entre les salariés, l'État et Ford sera en première ligne d'une manifestation programmée pour la première fois à Bordeaux.